

**CAISSES LOCALES AFFILIÉES**  
**A LA CAISSE REGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL**  
**DE CENTRE OUEST**

Sociétés coopératives à capital variable  
régies notamment par les articles L. 511-1 et suivants et L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier  
ainsi que par la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération

Siège social de la Caisse Régionale : 29, Boulevard de Vanteaux – 87044 LIMOGES Cedex  
immatriculée au RCS de LIMOGES sous le numéro 391 007 457

Offre au public de parts sociales  
par les Caisses locales affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest  
d'une valeur nominale unitaire de 1 €,  
pour un montant maximal d'émissions de 25 millions d'euros  
représentant 25 millions de parts sociales

Ce prospectus se compose :

- du présent document
- des documents incorporés par référence.

Ce prospectus qui a une période de validité de 12 mois à compter de l'obtention du visa, incorpore par référence :

- Le document de référence relatif à Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 22 mars 2018 sous le numéro D.18-0164, ses actualisations déposées le 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0164-A01, le 17 mai 2018 sous le numéro D.18-0164-A02, le 10 août 2018 sous le numéro D.18-0164-A03 et le 9 novembre 2018 sous le numéro D.18-0164-A04,
- Le communiqué de presse du 20 décembre 2018, annonçant que Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB confirmaient avoir reçu une communication de griefs de la Commission Européenne dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction au droit de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA (Supranational, Sub-Sovereign et Agencies) libellées en dollars américains.
- Les différents documents, relatifs aux exercices 2016, 2017 et ceux du 1<sup>er</sup> semestre 2018, publiés sur le site Internet de la Caisse Régionale et déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers :
  - ⇒ le rapport financier de la Caisse Régionale,
  - ⇒ les comptes consolidés et les comptes sociaux,
  - ⇒ les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30/06/2018,
  - ⇒ le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés,
  - ⇒ le rapport général des Commissaires aux compte sur les compte sociaux,
  - ⇒ le rapport d'examen limité des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2018,
  - ⇒ le document regroupant les fiches relatives aux Caisses Locales.



En application des articles L.412-1 et L.621-8 du Code monétaire et financier et de son règlement général, de ses articles 211-1 à 216-1 et, notamment 212-38-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n°19-033 en date du 31/01/2019 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L.621-8-1 du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'Autorité des marchés financiers a vérifié "si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes". Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Des exemplaires de ce prospectus sont disponibles, sans frais, au siège social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest.

Le présent prospectus est également disponible sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) et sur le site Internet de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest : [www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr),

L'émetteur recommande à l'investisseur de lire attentivement le chapitre "Facteurs de risques" avant de prendre sa décision d'investissement.

## SOMMAIRE DU PROSPECTUS

<u>RÉSUMÉ DU PROSPECTUS .....</u>	<u>4</u>
<u>ATTESTATION DU RESPONSABLE DE L'INFORMATION.....</u>	<u>9</u>
<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
<b>RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ÉMISSIONS DE PARTS SOCIALES</b>	
<b>PAR LES CAISSES LOCALES AFFILIÉES A LA CAISSE REGIONALE</b>	
<b>PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE .....</b>	<b>5</b>
<b>ATTESTATION DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS .....</b>	<b>12</b>
<b>1. CARACTÉRISTIQUES DES ÉMISSIONS .....</b>	<b>14</b>
1.1    Cadre des émissions .....	14
1.2    Désignation des personnes physiques ou morales pouvant souscrire des parts sociales des Caisse Locales	14
1.3    Prix et montant de souscription .....	14
1.4    Droit préférentiel de souscription et dilution .....	14
1.5    Période de souscription .....	14
1.6    Modalités et délais de délivrance des parts sociales .....	14
1.7    Garantie de bonne fin .....	14
1.8    But des émissions .....	15
1.9    Montants levés au cours de l'année 2018.....	15
1.10    Établissement domiciliaire .....	15
<b>2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES PARTS SOCIALES ÉMISES PAR LES CAISSES LOCALES .....</b>	<b>15</b>
2.1    Forme des parts sociales émises par les Caisse locales .....	15
2.3    Droits politiques et financiers .....	15
2.4    Négociabilité - Liquidité : remboursement et cessibilité des parts sociales .....	17
2.5    Facteurs de risques .....	17
Les parts sociales ne font pas l'objet d'une admission sur un marché réglementé.	18
2.6    Frais .....	19
2.9    Tribunaux compétents en cas de litige .....	20
<b>3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX RELATIFS AU STATUT DES CAISSES LOCALES ÉMETTRICES .....</b>	<b>21</b>
3.1.    Forme juridique.....	21
3.2.    Objet social.....	21
3.3.    Exercice social .....	21
3.4.    Durée.....	21
3.5.    Organisation et fonctionnement des Caisse Locales .....	21
3.5.1    Entrée dans le sociétariat.....	21
3.5.2    Droits des sociétaires .....	22
3.5.3    Responsabilité des sociétaires .....	22
3.5.4    Sortie du sociétariat .....	22
<b>3.6.    DESCRIPTION GÉNÉRALE DES RELATIONS ENTRE LA CAISSE RÉGIONALE ET LES CAISSES LOCALES QUI LUI SONT AFFILIÉES.....</b>	<b>23</b>
3.6.1.    Les relations de capital .....	23
3.6.2.    La répartition des responsabilités en matière d'activité bancaire .....	23
3.6.3.    Les relations financières .....	24
3.6.4.    Les relations de solidarité .....	24
3.6.5.    Les relations de contrôle .....	25
3.7.    Renseignements juridiques relatifs à chaque entité locale émettrice .....	25
<b>1. COMMISSAIRES AUX COMPTEΣ TITULAIRES .....</b>	<b>29</b>
<b>2. CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE .....</b>	<b>29</b>

3.	FACTEURS DE RISQUE .....	30
4.	COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE AU 31/12/2018 .....	30
5.	CONFLITS D'INTERET.....	30
6.	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA CAISSE RÉGIONALE.....	31
7.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES .....	31
8.	RELATIONS FINANCIÈRES, DE SOLIDARITÉ ET DE CONTRÔLE AVEC LE GROUPE CREDIT AGRICOLE.....	31
9.	PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGES SIGNIFICATIVES EN COURS .....	31
10.	PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE .....	31
11.	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC .....	31
	PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE .....	32

**TROISIÈME PARTIE**  
**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE**  
**ET AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.**

## RESUME DU PROSPECTUS

Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus. Toute décision d'investir dans des parts sociales doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus. Les personnes responsables du présent résumé n'engagent leur responsabilité que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus.

Dans le Prospectus, la Caisse Régionale de Crédit Agricole de Centre Ouest est désignée individuellement "la Caisse Régionale".

Dans le Prospectus, les Caisse locales (dont la liste figure au 3.7 de la première partie du prospectus) affiliées à la Caisse Régionale sont collectivement dénommées les "Caisse locales" et individuellement dénommée la "Caisse locale".

## PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le Crédit Agricole est un groupe uni et décentralisé, dont la structure pyramidale est fondée sur un socle mutualiste.

Le Crédit Agricole s'est constitué au fil de son histoire, comme un réseau décentralisé de sociétés coopératives de crédit, locales et régionales, dont l'unité et la cohérence sont assurées :

- a. sur le plan politique, par la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association regroupant l'ensemble des Caisse Régionales et,
- b. sur le plan prudentiel, de la liquidité et de la solvabilité, du contrôle des risques, par Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe.

Au terme de cette évolution historique, le réseau du Crédit Agricole est organisé autour d'une structure, établie sur la base des trois degrés décrits ci-après :

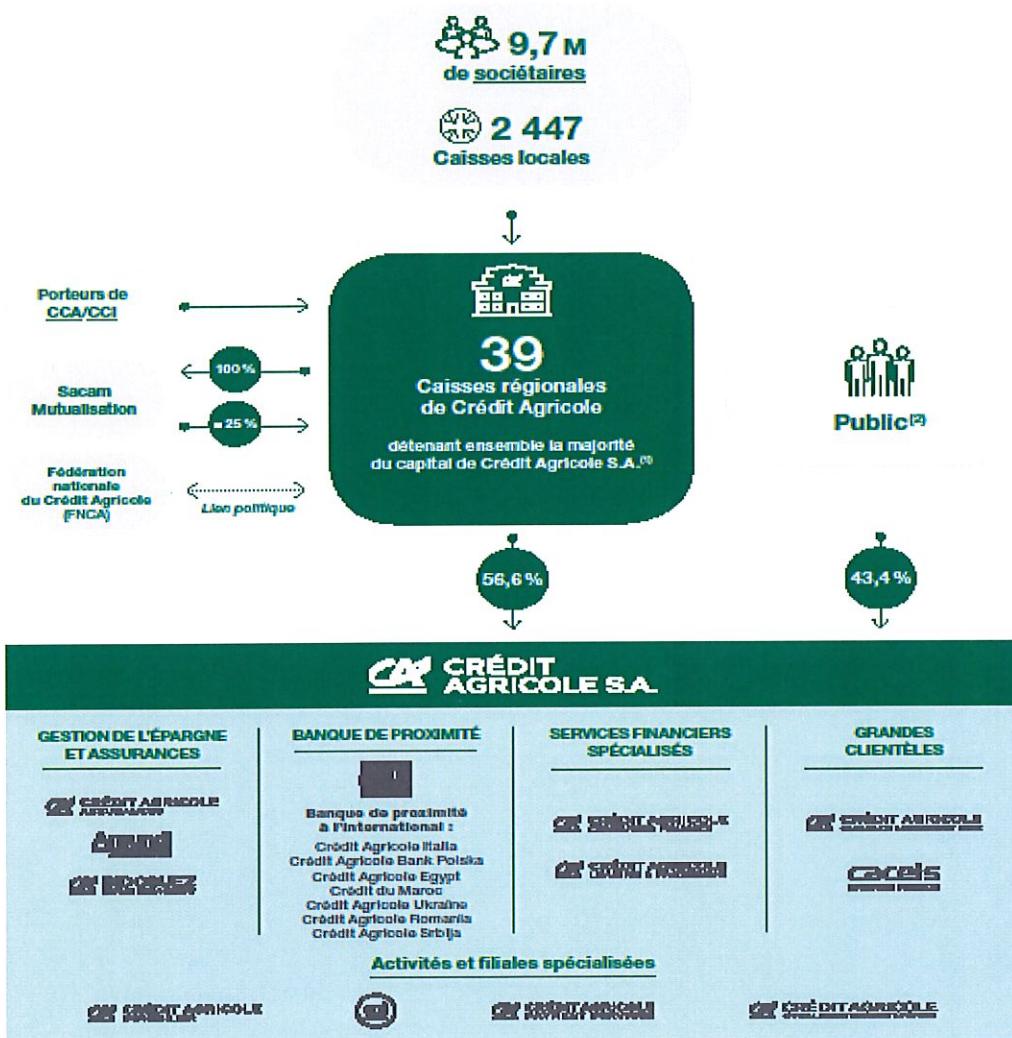
- a. **Les Caisse Locales**, coopératives de premier niveau, qui constituent le socle de l'organisation du Crédit Agricole et regroupent les sociétaires sur la base d'un critère géographique, ont notamment pour mission de représenter les sociétaires dans les organes sociaux de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées ;
- b. **Les Caisse Régionales**, coopératives de deuxième niveau, agréées en qualité d'établissements de crédit, sont les entités qui exercent l'activité bancaire et détiennent les agences. Leur capital est détenu par les Caisse Locales affiliées et par la Société SACAM Mutualisation à hauteur d'environ 25% (qui lui confère une voix en assemblée générale). Les Caisse Régionales ont créé, en 1947, la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association sans but lucratif, qui constitue une instance de représentation, d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisse Régionales ;

La Société SACAM Mutualisation est une Société en Nom Collectif intégralement capitalisée par les Caisse régionales qui possèdent la totalité du capital et des droits de vote, elle détient 25 % des Caisse régionales.

- c. **Crédit Agricole S.A.**, organe central du groupe. Véhicule coté, constitué sous forme de société anonyme par actions, son capital est détenu, à hauteur de 56,6 %, par les Caisse Régionales au travers de la SAS Rue La Boétie, le solde étant réparti entre investisseurs institutionnels et actionnaires individuels.

## >>> Le Groupe Crédit Agricole (au 31 décembre 2017)

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



(1) via SAS Rurale Bioâtre. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 99,9% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de Sacam Mutualisation.

(2) Voir détail page 10 du présent document.

## **1. CADRE DES EMISSIONS**

La Caisse Régionale a décidé de développer le sociétariat et, de ce fait, de promouvoir l'émission de parts sociales nouvelles à l'échelon de ses Caisses locales.

Toutes les Caisses locales affiliées à la Caisse Régionale émettent des parts sociales.

## **2. BUT DES EMISSIONS**

L'offre au public de parts sociales émises par les Caisses locales affiliées à la Caisse Régionale s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients. Cette démarche contribue en outre à assurer la pérennité du capital social des Caisses locales et, par conséquent, des fonds propres de base de la Caisse Régionale.

La mise en œuvre de ce projet aura subsidiairement pour conséquence la collecte de fonds auprès des sociétaires. Ces fonds sont destinés à être placés auprès de la Caisse Régionale.

En contrepartie de ces apports de fonds, chaque Caisse locale recevra une rémunération versée par la Caisse Régionale. Cette rémunération servira aux Caisses locales à rémunérer les parts sociales qu'elles auront émises auprès de leurs sociétaires, sous réserve d'une décision de l'assemblée générale de chaque Caisse locale.

## **3. FORME DES PARTS SOCIALES EMISES PAR LES CAISSES LOCALES**

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse locale constatant le nombre de parts souscrites.

Les parts sociales de banques coopératives sont des parts de capital social conformément aux dispositions de l'article L 512-1 du code monétaire et financier, représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse locale.

Toutes les parts sociales émises par les établissements mutualistes sont incluses dans les fonds propres de base desdits établissements conformément aux dispositions réglementaires applicables<sup>1</sup>.

Les parts sociales des caisses locales ont actuellement une valeur nominale de 1 €, entièrement libérées lors de la souscription, conformément aux statuts.

## **4. PRIX ET MONTANT DE SOUSCRIPTION**

### **4.1 Prix de souscription**

Le prix de souscription de chaque part sociale de Caisse locale est fixé à 1 €, correspondant à sa valeur nominale. Les parts sociales devront être entièrement libérées lors de la souscription.

### **4.2 Montant de souscription**

Il est envisagé un montant maximal d'émissions de 25 millions d'euros par an, au niveau global pour l'ensemble des Caisses locales, représentant 25 millions de parts sociales.

Chaque souscripteur pourra souscrire au minimum 15 parts sociales (soit 15 euros) et au maximum 15 000 parts sociales (soit 15 000 euros).

Le plafond global de détention est fixé à 15 000 €.

---

<sup>1</sup> Cf. notamment l'article 2 bis du Règlement CRBF n°90-02.

#### **4.3 Période de souscription**

La période de souscription des parts sociales est de 12 mois à compter de la date du visa délivré par l'Autorité des Marchés Financiers.

#### **5. DROITS POLITIQUES ET FINANCIERS**

La détention de parts sociales donne le droit de participer à l'assemblée générale et d'être élu administrateur de la Caisse locale et à un intérêt annuel aux parts prélevé sur le résultat distribuable et fixé par l'Assemblée générale ordinaire approuvant les comptes du dernier exercice social.

Tout sociétaire, personne physique ou morale, a droit à une voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède. Chaque personne morale se fait représenter par un mandataire sociétaire ou non à titre individuel de la Caisse locale.

Tout sociétaire peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit et qui, dans ce cas, dispose, en outre de sa voix personnelle, de la voix de chacun des sociétaires qu'il représente, sans pouvoir disposer à ce titre de plus de vingt voix, la sienne comprise.

#### **6. NÉGOCIABILITÉ – LIQUIDITÉ : REMBOURSEMENT ET CESSIBILITÉ DES PARTS SOCIALES**

En raison de la variabilité du capital, les parts sociales peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement de la part de leur titulaire. Les conditions dans lesquelles le remboursement des parts sociales est effectué sont définies ainsi :

- Le remboursement, en cas de démission ou de décès, sera opéré sur proposition du Conseil d'Administration et devra être approuvé par l'Assemblée Générale suivante ;
- Le remboursement des parts sociales à un sociétaire démissionnaire peut être différé. En effet, il peut être suspendu jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la mise en jeu de la responsabilité du sociétaire, soit 5 ans à compter de la perte de qualité de sociétaire et ce, en application de l'article L.512-26 du Code monétaire et financier ;
- Le versement effectif de la somme due ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire.

En cas de décès d'un sociétaire, les héritiers désignent l'un d'entre eux pour les représenter, qui devra être agréé en cette qualité par le Conseil d'administration.

Les parts sociales sont également cessibles avec l'agrément du Conseil d'administration. Le cessionnaire doit être l'une des personnes physiques ou morales susceptibles d'adhérer à une Caisse locale de Crédit Agricole.

La Caisse locale, pour toutes les obligations de ses sociétaires vis-à-vis d'elle, a un privilège sur les parts du capital social qu'ils possèdent.

## **7. FACTEURS DE RISQUES**

Les entités locales émettrices considèrent que les facteurs de risque décrits ci-dessous constituent les principaux risques inhérents à la souscription de parts sociales, sans pour autant que cette liste soit exhaustive. Avant toute décision de souscription, le sociétaire potentiel doit examiner attentivement toute information incluse dans le présent prospectus (y compris les documents incorporés par référence) et notamment les facteurs de risque ci-dessous.

### *7.1 Facteurs de risque liés à la Caisse régionale Centre Ouest et le Groupe Crédit Agricole*

Les facteurs de risque liés à la Caisse régionale Centre Ouest figurent de la page 24 à la page 32 du Rapport Financier 2017 de la Caisse Régionale, incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la Caisse régionale ([www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr)).

Les facteurs de risque liés au Groupe Crédit Agricole, figurent au chapitre 5 du Document de Référence 2017, incorporé par référence, déposé auprès de l'AMF et mis en ligne sur son site internet ([www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr)).

### *7.2 Facteurs de risque liés à la détention de parts sociales*

#### *Risque de capital*

Les parts sociales, titres de capital et instrument de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par les Caisses Locales émettrices. En conséquence :

- le remboursement des parts sociales du sociétaire sortant sera, le cas échéant, réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan,
- l'assemblée générale extraordinaire pourrait être amenée, en cas de pertes, à voter une réduction du capital par diminution de la valeur nominale,
- le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de la Caisse régionale et au risque de mise en œuvre de mesures de résolution, notamment de "bail-in" au sein du Groupe Crédit Agricole. En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'autorité de résolution pourrait décider d'appliquer aux parts sociales une mesure de "bail-in", c'est-à-dire de déprécier leur valeur nominale afin d'absorber les pertes.

**Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.**

#### *Risque de liquidité*

**Les parts sociales ne font pas l'objet d'une admission sur un marché réglementé.**

Tout remboursement de part sociale étant soumis à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse Locale, et leur cession étant soumise à l'agrément préalable du cessionnaire par le Conseil d'administration, aucune assurance ne peut être donnée quant à leur liquidité. Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales. Les investisseurs doivent être conscients que la liquidité des parts sociales peut être faible ou nulle.

**Toute cession de parts sociales donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement au taux actuel de 0,1 %.**

#### *Remboursement*

Le sociétaire sortant n'a droit qu'au remboursement de la valeur nominale de ses parts en cours au moment de sa sortie, et sans aucun droit sur les réserves. Il a également droit au paiement de l'intérêt des parts afférents à l'exercice au cours duquel a eu lieu sa sortie, l'intérêt étant calculé au prorata temporis entre le premier jour de détention des parts et le jour du remboursement dans l'exercice concerné. Le taux d'intérêt est fixé par l'Assemblée générale qui approuve les comptes de l'exercice.

Le remboursement s'effectue sur la base de la valeur nominale, augmenté des intérêts échus. Il est subordonné à l'autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale émettrice et ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire, date à laquelle la responsabilité du sociétaire ne peut plus être engagée (article L.512-26 du Code monétaire et financier).

Conformément à l'article 77 du règlement européen N° 575/2013 du 26 juin 2013 et à l'article 32 du règlement délégué de la Commission européenne N° 241/2014 du 7 janvier 2014, relatifs aux fonds propres des établissements de crédit, la Banque Centrale Européenne peut autoriser à l'avance des opérations de remboursement d'instruments de fonds propres de catégorie 1 émis par des sociétés coopératives, pour un montant prédéterminé pouvant atteindre 2 % des fonds propres de base de catégorie 1 (réduction faite du montant de la souscription de nouveaux instruments de fonds propres de catégorie 1) pendant une période maximale d'un an. Au-delà de ce montant le remboursement est conditionné à l'autorisation de la Banque Centrale Européenne.

Enfin, le remboursement des parts sociales est subordonné au respect des normes relatives au capital minimum des établissements de crédit et à sa représentation ainsi que de la règle prévue à l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération, restreignant les possibilités de réduction de capital par reprise des apports des sociétaires sortants.

**Les investisseurs doivent être conscients qu'ils pourraient ne pas être en mesure :**

- **de se voir rembourser aisément leurs parts sociales,**
- **de céder aisément leurs parts sociales.**

#### *Rémunération*

La rémunération s'effectue en fonction des résultats de la Caisse Locale, et sous réserve d'une décision de distribution de l'Assemblée Générale, les parts sociales sont rémunérées par un intérêt dont le taux est fixé chaque année par l'Assemblée Générale de la Caisse Locale, dans la limite d'un plafond, au plus, égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", majoré de deux points, fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). La période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale. **Il n'y a donc pas de garantie formelle de rémunération.**

#### *Rang de subordination*

En cas de liquidation d'une Caisse Locale, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales, et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social.

Dans la mesure où les parts sociales ne confèrent pas à leur titulaire un droit sur l'actif net, l'assemblée générale extraordinaire de la Caisse Locale décidera de l'affectation de l'actif net subsistant (après extinction du passif et remboursement du capital effectivement versé) à une œuvre d'intérêt agricole (en pratique, une autre Caisse Locale).

**Dans ce cas, l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.**

#### *Fiscalité*

Les investisseurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les investisseurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

#### *Changement législatif (y compris dans la réglementation fiscale)*

Les modalités et informations relatives aux parts sociales, décrites dans le présent prospectus, sont fondées sur les lois en vigueur (y compris fiscales) à la date des présentes. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une modification de la législation (y compris un changement de la réglementation fiscale) postérieure à la date du présent prospectus.

#### **8. FONDS DE GARANTIE**

Les parts sociales ne sont éligibles ni au mécanisme de garantie des titres prévu à l'article L.322-1 du Code monétaire et financier, ni au mécanisme de la garantie des déposants prévu à l'article L.312-4 du même code car elles ne constituent pas des fonds remboursables.

#### **9. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC**

Les documents juridiques et sociaux relatifs à la Caisse Régionale devant être mis à disposition du public, conformément à la réglementation applicable, peuvent être consultés, soit au siège social de la Caisse Régionale, soit à son siège administratif.

#### **10. CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE**

##### *Comptes consolidés*

##### BILAN (en milliers d'euros)

	30/06/2018	31/12/2017	31/12/2016	Évol. 17/16 %
Total bilan	7 662 675	7 425 522	6 848 043	8,4 %
Fonds propres	1 257 309	1 101 089	1 052 695	4,6 %
Capital souscrit	80 152	69 854	70 995	(1,6) %
Ratio de solvabilité	20,01 %	16,20 %	19,34 %	(3,14) points

##### COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

	30/06/2018	30/06/2017	Evol.18/17 %	31/12/2017	31/12/2016	Évol.17/16%
Produit net bancaire	95 931	105 604	(8,7) %	192 419	193 833	(0,7) %
Résultat brut d'exploitation	34 457	46 260	(25,5) %	76 654	79 486	(3,6) %
Coefficient d'exploitation	35,9 %	43,8%	(7,9) points	39,8 %	41,0 %	(1,2) point

	30/06/2018	30/06/2017	Evol.18/17 %	31/12/2017	31/12/2016	Évol.17/16%
Résultat courant avant impôt	27 733	50 177	-55,3 %	47 266	70 362	(32,8) %
Impôts sur les bénéfices	(5 224)	(12 337)	(57,7) %	(12 832)	(21 548)	(40,4) %
Résultat net	22 509	37 840	(40,5) %	34 434	48 814	(29,5) %

## ATTESTATION DU RESPONSABLE DES INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS

### Personne responsable des informations contenues dans le prospectus

- Monsieur Frédéric BARAUT, Directeur général de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest,

### Attestation du Responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Limoges,  
Le 31/01/2019

Le Directeur général



Frédéric BARAUT

**PREMIÈRE PARTIE**  
**RENSEIGNEMENTS RELATIFS**  
**AUX ÉMISSIONS DE PARTS SOCIALES**  
**PAR LES CAISSES LOCALES AFFILIÉES A LA CAISSE RÉGIONALE**

## **1. CARACTÉRISTIQUES DES ÉMISSIONS**

### **1.1 Cadre des émissions**

Conformément aux dispositions légales et statutaires de la Caisse Régionale de Centre Ouest, le capital social peut être augmenté par adjonction de nouveaux membres ou souscription de nouvelles parts sociales effectuée par les sociétaires à l'échelon de ses Caisses Locales.

Toutes les Caisses locales affiliées à la Caisse Régionale émettent des parts sociales.

### **1.2 Désignation des personnes physiques ou morales pouvant souscrire des parts sociales des Caisses Locales**

La Caisse Locale peut admettre comme sociétaires les personnes physiques ou morales visées aux articles L.512-22 et R.512-2 à R.512-4 du Code monétaire et financier et celles avec qui elle ou la Caisse régionale à laquelle elle est affiliée, a effectué une des opérations mentionnées aux articles L.311-1, L.311-2, L.511-2 et L.511-3 du Code monétaire et financier.

### **1.3 Prix et montant de souscription**

#### **Prix de souscription**

Le prix de souscription de chaque part sociale de Caisse locale est fixé à 1 €, correspondant à sa valeur nominale. Les parts sociales devront être entièrement libérées lors de la souscription.

#### **Montant de souscription**

Il est envisagé un montant maximal d'émissions de 25 millions d'euros par an, au niveau global pour l'ensemble des Caisses locales, représentant 25 millions de parts sociales.

Chaque souscripteur aura la faculté de souscrire 15 parts sociales (soit 15 euros) au minimum et au maximum 15 000 parts sociales (soit 15 000 euros).

Le plafond global de détention est fixé à 15 000 €.

### **1.4 Droit préférentiel de souscription et dilution**

Il n'y a pas de droit préférentiel de souscription en raison de la variabilité du capital des Caisses Locales et de l'absence de droits des sociétaires sur leurs réserves. Les émissions n'entraînent ainsi aucune dilution des sociétaires actuels.

### **1.5 Période de souscription**

La période de souscription des parts sociales est de 12 mois à compter du jour de l'obtention du visa délivré par l'Autorité des Marchés Financiers.

### **1.6 Modalités et délais de délivrance des parts sociales**

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse Locale constatant le nombre de parts souscrites.

Les souscriptions sont matérialisées par la signature d'un bulletin de souscription comportant notamment le nom, prénom ou dénomination du souscripteur, son adresse, le nombre de parts souscrites, la date et la signature du souscripteur.

Les parts sociales doivent être intégralement libérées à la souscription.

### **1.7 Garantie de bonne fin**

Compte tenu de la spécificité de l'opération, et particulièrement de la durée des émissions, il n'y a pas de garantie de bonne fin.

### **1.8 But des émissions**

L'offre au public de parts sociales émises par les Caisses locales affiliées à la Caisse Régionale s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients. Cette démarche contribue en outre à assurer la pérennité du capital social des Caisses Locales et, par conséquent, des fonds propres de base de la Caisse Régionale.

La mise en œuvre de ce projet aura subsidiairement pour conséquence la collecte de fonds auprès des sociétaires. Ces fonds sont destinés à être placés auprès de la Caisse Régionale.

En contrepartie de ces apports de fonds, chaque Caisse locale recevra une rémunération versée par la Caisse Régionale. Cette rémunération servira aux Caisses locales à rémunérer les parts sociales qu'elles auront émises auprès de leurs sociétaires, sous réserve d'une décision de l'Assemblée générale de chaque Caisse locales.

### **1.9 Montants levés au cours de l'année 2018**

Les montants bruts levés au cours de l'année 2018 s'élèvent à 20 130 996 euros.

### **1.10 Établissement domiciliataire**

Les souscriptions sont reçues aux guichets de la Caisse Régionale.

## **2. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR LES PARTS SOCIALES ÉMISES PAR LES CAISSES LOCALES**

### **2.1 Forme des parts sociales**

Les parts sociales sont nominatives. La propriété de ces parts est établie par une inscription en compte ou tout document détenu par la Caisse Locale constatant le nombre de parts souscrites, tenus dans les conditions réglementaires.

Les parts sociales des Caisses locales sont des parts de capital social au sens de l'article L. 512-1 du Code monétaire et financier. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la Caisse Locale.

Les parts sociales ont actuellement une valeur nominale de 1 €, entièrement libérée lors de la souscription conformément aux statuts.

Toutes les parts sociales émises par les établissements mutualistes sont incluses dans les fonds propres de base desdits établissements conformément aux dispositions réglementaires applicables<sup>2</sup>.

### **2.2 Fonds de garantie**

Les parts sociales ne sont éligibles ni au mécanisme de garantie des titres prévu à l'article L.322-1 du Code monétaire et financier, ni au mécanisme de la garantie des déposants prévu à l'article L.312-4 du même code car elles ne constituent pas des fonds remboursables.

### **2.3 Droits politiques et financiers**

La détention de parts sociales donne le droit de participer à l'assemblée générale et d'être élu administrateur de la Caisse Locale selon le principe démocratique coopératif "un homme, une voix", repris à l'article 4 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Tout sociétaire, personne physique ou morale, a droit à une voix quel que soit le nombre de parts qu'il possède. Chaque personne morale se fait représenter par un mandataire sociétaire ou non à titre individuel de la Caisse locale.

---

<sup>2</sup> Cf. notamment l'article 27 du règlement (UE) n°575/2013 du 26 juin 2013.

Tout sociétaire peut se faire représenter par un autre sociétaire porteur d'un mandat écrit et qui, dans ce cas, dispose, en outre de sa voix personnelle, de la voix de chacun des sociétaires qu'il représente, sans pouvoir disposer à ce titre de plus de cinq voix la sienne comprise.

Les parts sociales donnent vocation à un intérêt annuel, fixé par l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle réunie en vue de l'approbation des comptes du dernier exercice social. Il n'existe toutefois aucune garantie formelle de rémunération attachée aux parts sociales, puisque le versement de l'intérêt annuel est subordonné à l'existence d'un résultat distribuable et à une décision de distribution de l'assemblée générale des sociétaires de la Caisse locale émettrice.

L'intérêt annuel aux parts sociales dont le taux est fixé chaque année par l'assemblée générale de la Caisse locale, est calculé dans la limite d'un plafond, au plus, égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", majoré de deux points, fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). La période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, et doit être approuvé par la Caisse Régionale à laquelle la Caisse Locale est affiliée.

L'intérêt commence à courir dès la souscription ; il est calculé prorata temporis en fonction de la durée de détention des parts dans l'exercice concerné. Il sera servi après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire. Sur décision du Conseil d'Administration de la Caisse Locale, l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, a la faculté d'accorder à chaque Sociétaire une option entre la rémunération des parts sociales, soit sous forme de paiement en parts sociales, soit en numéraire au choix du sociétaire.

Le délai de prescription applicable à l'action en paiement des intérêts afférents aux parts sociales est de 5 ans.

Pour la détermination du plafond du taux d'intérêt que les coopératives peuvent servir à leur capital, la période de référence utilisée pour le calcul du taux de rendement mentionné ci-dessus est celle des 3 années civiles précédant la date de leur assemblée générale (décret 2016-121 du 8 février 2016).

Pour information, le taux de la rémunération (hors frais et fiscalité) versée aux parts sociales par les Caisses Locales affiliées à la Caisse Régionale au titre des 3 derniers exercices a été le suivant :

- ⇒ Exercice clos le 31/12/2015 : 1,80 %
- ⇒ Exercice clos le 31/12/2016 : 1,80 %
- ⇒ Exercice clos le 31/12/2017 : 2,00 %

Par application des principes coopératifs :

- Le sociétaire qui se retire de la Caisse Locale a droit au remboursement de ses parts, à la valeur nominale, augmentée des intérêts échus ;

Toutefois, cette faculté de remboursement ne pourrait intervenir s'il avait pour conséquence de réduire le capital au-dessous :

- Des  $\frac{1}{4}$  du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Caisse locale,
- Du capital minimum auquel la Caisse locale est astreinte en sa qualité d'établissement de crédit.
- Les parts sociales de Caisse Locale ne donnent pas de droit sur l'actif net. En cas de dissolution, avec ou sans liquidation de la Caisse Locale, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des parts est dévolu par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire, qui devra être approuvée par Crédit Agricole S.A., à une œuvre d'intérêt agricole.

## **2.4 Négociabilité - Liquidité : remboursement et cessibilité des parts sociales**

### *2.4.1 Remboursement*

En raison de la variabilité du capital, les parts sociales peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement de la part de leur titulaire. Les conditions dans lesquelles le remboursement des parts sociales est effectué sont définies ainsi :

- Le remboursement, en cas de démission ou de décès, sera opéré sur proposition du Conseil d'Administration et devra être approuvé par l'Assemblée Générale suivante ;
- Le remboursement des parts sociales à un sociétaire démissionnaire peut être différé. En effet, il peut être suspendu jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la mise en jeu de la responsabilité du sociétaire, soit 5 ans à compter de la perte de qualité de sociétaire et ce, en application de l'article L.512-26 du Code monétaire et financier.
- En cas de décès d'un sociétaire, les héritiers désignent l'un d'entre eux pour les représenter, qui devra être agréé en cette qualité par le Conseil d'Administration.

Le capital social de la Caisse Locale ne peut être réduit par le remboursement des apports des sociétaires sortants en-dessous des trois quarts du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la Caisse Locale, sauf autorisation préalable de la Caisse Régionale à laquelle elle est affiliée (article 13 de la loi du 10 septembre 1947).

### *2.4.2 Cessibilité*

Les parts sociales sont cessibles avec l'agrément du Conseil d'Administration. Le cessionnaire doit être l'une des personnes physiques ou morales susceptibles d'adhérer à une Caisse Locale, telles que décrites au point 1.2. du chapitre précédent.

La Caisse Locale, pour toutes les obligations de ses sociétaires vis-à-vis d'elle, a un privilège sur les parts du capital social qu'ils possèdent.

Ce privilège, institué par l'article L.512-27 du Code monétaire et financier, est un privilège spécial mobilier dont l'objet est constitué par les parts sociales, et que la Caisse locale peut faire jouer pour garantir toutes les obligations du sociétaire vis-à-vis d'elle. Il permet à la Caisse locale de ne pas rembourser les parts sociales au sociétaire tant que celui-ci n'a pas liquidé ses opérations personnelles avec celle-ci, tout au moins dans le délai maximum de 5 ans qui suit la sortie du sociétariat.

## **2.5 Facteurs de risques**

Les entités locales émettrices considèrent que les facteurs de risques décrits ci-dessous constituent les principaux risques inhérents à la souscription de parts sociales, sans pour autant que cette liste soit exhaustive. Avant toute décision de souscription, le sociétaire potentiel doit examiner attentivement toute information incluse dans le présent prospectus (y compris les documents incorporés par référence) et notamment les facteurs de risques ci-dessous.

### *2.5.1. Facteurs de risque liés à la Caisse régionale Centre Ouest et le Groupe Crédit Agricole*

Les facteurs de risque liés à la Caisse régionale Centre Ouest figurent pages 24 à 32 du Rapport Financier de la Caisse Régionale incorporé par référence au présent prospectus et mis en ligne sur le site internet de la Caisse régionale ([www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr)).

Les facteurs de risque liés au Groupe Crédit Agricole, figurent au chapitre 5 du rapport financier annuel 2017 de Crédit Agricole S.A., incorporé par référence et mise en ligne sur son site internet ([www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr)).

### **2.5.2. Facteurs de risque liés à la détention de parts sociales**

#### *Risque de capital*

Les parts sociales, titres de capital et instrument de fonds propres de base, ont vocation à supporter les pertes encourues par les Caisse Locales émettrices. En conséquence :

- le remboursement des parts sociales du sociétaire sortant sera, le cas échéant, réduit à due concurrence de la contribution du sociétaire aux pertes inscrites au bilan,
- l'assemblée générale extraordinaire pourrait être amenée, en cas de pertes, à voter une réduction du capital par diminution de la valeur nominale,
- le remboursement intégral du capital reste sujet au risque de défaut de la Caisse régionale et au risque de mise en œuvre de mesures de résolution, notamment de "bail-in" au sein du Groupe Crédit Agricole. En cas de résolution opérée sur le groupe Crédit Agricole, l'autorité de résolution pourrait décider d'appliquer aux parts sociales une mesure de "bail-in", c'est-à-dire de déprécier leur valeur nominale afin d'absorber les pertes.

**Dans ce cas l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.**

#### *Risque de liquidité*

**Les parts sociales ne font pas l'objet d'une admission sur un marché réglementé.**

Tout remboursement de part sociale étant soumis à autorisation du Conseil d'administration de la Caisse Locale, et leur cession étant soumise à l'agrément préalable du cessionnaire par le Conseil d'administration, aucune assurance ne peut être donnée quant à leur liquidité. **Ainsi, aucune assurance ne peut être donnée quant à la liquidité des parts sociales. Les investisseurs doivent être conscients que la liquidité des parts sociales peut être faible ou nulle.**

**Toute cession de parts sociales donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement au taux actuel de 0,1 %.**

#### *Remboursement*

Le sociétaire sortant n'a droit qu'au remboursement de la valeur nominale de ses parts en cours au moment de sa sortie, et sans aucun droit sur les réserves. Il a également droit au paiement de l'intérêt des parts afférents à l'exercice au cours duquel a eu lieu sa sortie, l'intérêt étant calculé au prorata temporis entre le premier jour de détention des parts et le jour du remboursement dans l'exercice concerné. Le taux d'intérêt est fixé par l'Assemblée générale qui approuve les comptes de l'exercice.

Le remboursement s'effectue sur la base de la valeur nominale. Il est subordonné à l'autorisation du Conseil d'administration de la Caisse locale émettrice et ne pourra être différé au-delà du délai de cinq ans à compter de la sortie du sociétaire, date à laquelle la responsabilité du sociétaire ne peut plus être engagée (article L.512-26 du Code monétaire et financier).

Conformément à l'article 77 du règlement européen N° 575/2013 du 26 juin 2013 et à l'article 32 du règlement délégué de la Commission européenne N° 241/2014 du 7 janvier 2014, relatifs aux fonds propres des établissements de crédit, la Banque Centrale Européenne peut autoriser à l'avance des opérations de remboursement d'instruments de fonds propres de catégorie 1 émis par des sociétés coopératives, pour un montant prédéterminé pouvant atteindre 2 % des fonds propres de base de catégorie 1 (réduction faite du montant de la souscription de nouveaux instruments de fonds propres de catégorie 1) pendant une période maximale d'un an. Au-delà de ce montant le remboursement est conditionné à l'autorisation de la Banque Centrale Européenne.

Enfin, le remboursement des parts sociales est subordonné au respect des normes relatives au capital minimum des établissements de crédit et à sa représentation ainsi que de la règle prévue à l'article 13 de la loi du 10 septembre 1947, portant statut de la coopération, restreignant les possibilités de réduction de capital par reprise des apports des sociétaires sortants.

**Les investisseurs doivent être conscients qu'ils pourraient ne pas être en mesure :**

- de se voir rembourser aisément leurs parts sociales,
- de céder aisément leurs parts sociales.

#### *Rémunération*

La rémunération s'effectue en fonction des résultats de la Caisse Locale, et sous réserve d'une décision de distribution de l'Assemblée Générale, les parts sociales sont rémunérées par un intérêt dont le taux est fixé chaque année par l'Assemblée Générale de la Caisse Locale, dans la limite d'un plafond, au plus, égal au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées "TMO", majoré de deux points, fixé par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération (plafonnement des gains). La période de référence utilisée pour le calcul du TMO est de trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale. **Il n'y a donc pas de garantie formelle de rémunération.**

#### *Rang de subordination*

En cas de liquidation d'une Caisse Locale, les liquidateurs seront chargés de réaliser l'actif, d'effectuer le paiement des dettes sociales, et, en dernier lieu, de rembourser éventuellement le capital social.

Dans la mesure où les parts sociales ne confèrent pas à leur titulaire un droit sur l'actif net, l'assemblée générale extraordinaire de la Caisse Locale décidera de l'affectation de l'actif net subsistant (après extinction du passif et remboursement du capital effectivement versé) à une œuvre d'intérêt agricole (en pratique, une autre Caisse Locale).

**Dans ce cas, l'investisseur doit être conscient qu'il subirait une perte en capital.**

#### *Fiscalité*

Les investisseurs doivent être conscients qu'ils peuvent être tenus de payer des impôts et autres taxes ou droits selon la loi ou les pratiques en vigueur. Les investisseurs sont invités à ne pas se fonder uniquement sur les informations fiscales présentées dans le présent prospectus mais à demander conseil à leur propre conseil fiscal au regard de leur situation personnelle.

#### *Changement législatif (y compris dans la règlementation fiscale)*

Les modalités et informations relatives aux parts sociales, décrites dans le présent prospectus, sont fondées sur les lois en vigueur (y compris fiscales) à la date des présentes. Aucune assurance ne peut être donnée quant aux conséquences d'une modification de la législation (y compris un changement de la règlementation fiscale) postérieure à la date du présent prospectus.

## **2.6 Frais**

La souscription ou le remboursement des parts sociales ne donne pas lieu à perception de frais par la Caisse Locale. En revanche, toute cession de parts sociales donne lieu à la perception d'un droit d'enregistrement au taux actuel de 0,1 %.

## **2.7 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents français)**

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est celui résumé dans le point 2.7.1. L'attention des sociétaires est cependant attirée sur le fait que ce régime fiscal est susceptible d'être modifié par le législateur. La situation particulière de chacun doit être étudiée avec son conseiller fiscal habituel.

### **2.7.1 Intérêts versés aux parts**

Malgré leur dénomination légale d'intérêts, les revenus des parts sociales sont assimilables à des dividendes d'actions françaises et suivent donc le même régime fiscal.

Les intérêts versés aux parts sociales doivent être pris en compte pour la détermination du revenu global du contribuable et sont imposables dans la catégorie des revenus de capitaux mobiliers au titre de l'année de leur perception.

Lors de leur versement, ces intérêts sont soumis, en l'état actuel des dispositions fiscales en vigueur en France au jour du présent prospectus :

- à un prélèvement à titre d'acompte égal à 12,8% de leur montant brut. Le sociétaire peut demander sous sa responsabilité, en déposant une attestation sur l'honneur auprès de l'établissement payeur avant le 30 novembre de l'année précédant l'année de perception des revenus, à être dispensé de ce prélèvement s'il appartient à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence mentionné sur le dernier avis d'imposition reçu est inférieur à 50.000 € (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75.000 € (contribuables soumis à imposition commune),
  - à la contribution sociale généralisée (CSG) au taux de 9,9 %,
  - au prélèvement social de 4,5 % et à sa contribution additionnelle de 0,3%, non déductible du revenu imposable,
  - au prélèvement de solidarité de 2%, non déductible du revenu imposable,
  - à la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) au taux de 0,5 %, non déductible du revenu imposable.

Le prélèvement à titre d'acompte de 12,8% est ensuite imputé sur l'imposition définitive établie sur l'avis d'imposition des revenus de l'année de perception des intérêts :

- soit au taux forfaitaire de 12,8%
- soit au barème progressif de l'IR, sur option globale (valant pour l'ensemble des revenus mobiliers et plus-value de cession de valeurs mobilières de l'année) formulée par le sociétaire sur sa déclaration de revenus. Dans ce cas, un abattement de 40% est appliqué sur le montant des intérêts soumis à l'impôt sur le revenu, et une fraction de la CSG (6,8%) est déductible du revenu imposable à l'impôt sur le revenu au titre de son année de paiement.

## **2.8 Régime fiscal des parts sociales pour les personnes physiques (résidents étrangers)**

Sous réserve de l'application des conventions internationales qui peuvent prévoir un taux réduit, les intérêts aux parts sociales distribués à des personnes physiques non-résidentes en France sont soumis à une retenue à la source dont le taux est fixé à 12,8 %. En outre, le taux de la retenue à la source est porté à 75 % pour les intérêts payés hors de France dans un État ou territoire non coopératif.

Cette retenue à la source est liquidée sur le montant brut des revenus mis en paiement (pas d'abattement de 40 %) et elle est libératoire de l'impôt sur le revenu.

## **2.9 Tribunaux compétents en cas de litige**

Toutes les contestations qui, pendant la durée de la Caisse Locale ou lors de sa liquidation, s'élèveraient soit entre une Caisse Locale et ses sociétaires, soit entre les sociétaires eux-mêmes à propos des affaires sociales, seront soumises à la juridiction du tribunal du lieu du Siège social de la Caisse Régionale à laquelle est affiliée la Caisse Locale émettrice.

### **3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX RELATIFS AU STATUT DES CAISSES LOCALES ÉMETTRICES**

#### **3.1. Forme juridique**

Les Caisses Locales sont des sociétés coopératives à capital et personnel variables, régies par un ensemble de dispositions statutaires, elles-mêmes conformes aux dispositions contenues, notamment, dans :

- les articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier relatifs au Crédit Agricole,
- La loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Ces textes fixent notamment les principes d'organisation et de fonctionnement des Caisses Locales, et leur imposent de reprendre dans leurs statuts respectifs certaines dispositions impératives, telles que celles concernant la composition du capital, les conditions de sortie des sociétaires ou le fonctionnement du comité des prêts. Aussi les statuts de toutes les Caisses Locales sont-ils établis sur la base d'un modèle unique reprenant ces dispositions (dénommé dans le présent prospectus "le statut des Caisses Locales").

Par ailleurs, les Caisses Locales sont soumises aux dispositions particulières relatives aux sociétés à capital variable contenues dans les articles L.231-1 et suivants du Code de Commerce, ainsi qu'à la réglementation bancaire contenue dans les articles L.511-1 et suivants du Code Monétaire et Financier.

La Caisse Régionale a été agréée le 30 avril 1993 sous la dénomination de "Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Centre Ouest", collectivement avec l'ensemble des Caisses Locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste et coopérative et de prestataire de service d'investissement par le Comité des Établissements de Crédit et des Entreprises d'investissement, en application des articles L. 511-9, L. 511-10 et L. 532-1 du Code Monétaire et Financier.

#### **3.2 Objet social**

Les opérations de la société sont toutes celles que les Caisses Locales sont autorisées à faire par les dispositions des articles L 512-20 et suivants du Code Monétaire et Financier, et celles qu'elles peuvent ou pourront accomplir en vertu des textes subséquents en la matière.

Le tout sous réserve des conditions imposées par la réglementation des établissements de crédit.

#### **3.3. Exercice social**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

#### **3.4 Durée**

La durée des Caisses Locales est illimitée.

#### **3.5 Organisation et fonctionnement des Caisses Locales**

##### **3.5.1 Entrée dans le sociétariat**

Pour devenir sociétaire d'une Caisse Locale, il convient :

- d'être agréé par son Conseil d'Administration,
- de souscrire une ou plusieurs parts sociales représentatives de son capital social.

Les Caisses Locales étant des sociétés de personnes, la procédure d'agrément du sociétaire par le Conseil d'Administration est obligatoire, même si la Caisse Locale a ouvert son sociétariat à l'ensemble des clients de la Caisse Régionale.

Le Conseil d'Administration statue régulièrement sur les nouveaux sociétaires, les décisions devant être consignées au procès-verbal de la réunion. Par ailleurs, la décision de refus d'un candidat "sociétaire" n'a pas à être motivée, puisqu'il s'agit de permettre l'entrée d'une personne physique ou morale dans le capital d'une société de personnes.

### **3.5.2 Droits des sociétaires**

Détenteurs des parts sociales composant le capital des Caisses Locales, les sociétaires sont seuls admis à participer à la vie sociale de ces dernières : réunis annuellement en Assemblée Générale, ils approuvent leurs comptes, la répartition du résultat distribuable, et élisent leurs administrateurs. C'est donc par sa participation aux Assemblées Générales et par le mandat qu'il donne au Conseil d'Administration que le sociétaire participe à la gestion de sa Caisse Locale.

### **3.5.3 Responsabilité des sociétaires**

Elle est régie par l'article L.512-26 du Code Monétaire et Financier.

S'agissant tout d'abord des conditions de sortie des sociétaires, l'article L.512-26, repris dans les statuts des Caisses Locales, prévoit qu'ils ne peuvent être libérés de leurs engagements envers la Caisse Locale qu'après la liquidation des opérations en cours au moment où ils se retirent, et que, dans tous les cas, leur responsabilité cesse cinq ans après leur sortie du sociétariat. Ce texte permet de différer de cinq ans le remboursement des parts sociales au sociétaire sortant.

Pour ce qui concerne l'étendue de la responsabilité des sociétaires, l'article L.512-31 renvoie aux statuts des Caisses Locales le soin d'en fixer les limites. Les statuts des Caisses Locales prévoient à cet égard que tous les sociétaires sont engagés jusqu'à concurrence du montant des parts souscrites par eux. Ainsi, un sociétaire ne pourrait en aucun cas se voir réclamer le versement de sommes complémentaires en raison d'un passif de sa Caisse Locale. Les mêmes règles sont applicables aux héritiers des sociétaires décédés.

### **3.5.4 Sortie du sociétariat**

Elle a pour motif la démission ou l'exclusion d'un sociétaire, mais s'accompagne toujours d'un remboursement des parts souscrites, sauf à titre de sanction en cas d'exclusion.

#### *Remboursement des sociétaires*

Dans cette hypothèse, les statuts type des Caisses Locales prévoient que le remboursement des parts sociales, en cas de démission, d'exclusion ou de décès du sociétaire, est opéré sur proposition du Conseil d'Administration et doit être ratifié par l'Assemblée Générale suivante.

En conséquence, le Conseil d'administration a la faculté de refuser, de manière inconditionnelle, le remboursement des parts sociales.

Le remboursement des parts au sociétaire sortant ne peut excéder la valeur nominale des parts sociales, augmentée des intérêts échus. Il peut également être réduit à due concurrence de la contribution de l'associé aux pertes inscrites au bilan. Dans ce cas, le montant à verser au sociétaire sortant est égal au capital net du report à nouveau déficitaire (après imputation sur les réserves), divisé par le nombre de parts sociales émises, et multiplié par le nombre de parts détenues.

La somme effectivement remboursable au sociétaire démissionnaire peut être affectée à l'apurement de ses engagements, en application de l'article L. 512-27 du Code Monétaire et Financier qui institue un privilège au profit des Caisses de Crédit Agricole Mutuel.

Le remboursement peut aussi être éventuellement différé jusqu'à l'expiration du délai fixé pour la mise en jeu de la responsabilité du sociétaire, soit cinq ans à compter de la perte de la qualité de sociétaire. Dans cette hypothèse, dès l'approbation du remboursement par l'Assemblée Générale, le montant des parts est alors versé sur un compte bloqué au nom de l'ancien sociétaire, les fonds n'étant mis à la disposition de ce dernier qu'à l'expiration du délai de blocage (soit cinq ans maximum).

#### *Exclusion des sociétaires*

Les statuts des Caisse Locales prévoient plusieurs types d'exclusion :

- L'exclusion cas d'ouverture d'une procédure collective d'apurement du passif ou en cas de procédure contentieuse ;
- L'exclusion en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement ou si le sociétaire cherche à nuire à la Caisse Locale ou à la Caisse Régionale à laquelle elle est affiliée, par des actes ou propos de nature à troubler leur fonctionnement.
- De même tout sociétaire qui ne remplit plus les conditions nécessaires pour son admission et notamment celui qui n'aura pas eu recours aux services de la Caisse Régionale ou de la Caisse Locale pendant plus de 10 ans, pourra être exclu.

L'exclusion sera prononcée par le Conseil d'administration.

### **3.6 DESCRIPTION GÉNÉRALE DES RELATIONS ENTRE LA CAISSE RÉGIONALE ET LES CAISSES LOCALES QUI LUI SONT AFFILIÉES**

#### **3.6.1 Les relations de capital**

Tout comme la Caisse Régionale, les Caisse Locales sont des sociétés coopératives, dont le capital est composé de parts sociales souscrites par des sociétaires. Les Caisse Locales détiennent à leur tour au moyen de la détention de parts sociales, une quote-part du capital de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées.

Outre les Caisse Locales, le sociétariat de la Caisse Régionale est aussi composé d'un certain nombre de sociétaires personnes physiques, principalement les administrateurs de la Caisse Régionale. Les statuts permettent toutefois d'assurer la majorité des voix aux Caisse Locales dans les assemblées générales de la Caisse Régionale.

#### **3.6.2 La répartition des responsabilités en matière d'activité bancaire**

Depuis l'entrée en vigueur de la loi bancaire en 1984 incorporée aujourd'hui dans le Code monétaire et financier, la responsabilité financière des Caisse Régionales s'est accrue au plan juridique (responsabilité du banquier vis-à-vis de la clientèle) comme au plan financier.

En effet, si chaque Caisse Régionale est agréée en qualité de banque mutualiste et coopérative avec l'ensemble des Caisse Locales, seule la Caisse Régionale est responsable des contraintes financières liées à la qualité d'établissement de crédit. Ceci explique que le Directeur Général de la Caisse régionale ainsi qu'un ou plusieurs Directeurs généraux adjoints soient agréés par la Banque Centrale Européenne en qualité de dirigeants effectifs.

En conséquence, si le premier rôle des Caisse Locales était à l'origine d'examiner, par l'intermédiaire de leur comité d'escompte, les demandes de crédit formulées par leurs sociétaires, celles-ci ont été par la suite le plus souvent amenées à ne donner qu'un avis sur ces demandes de prêts, et à ne prendre une décision qu'en exécution des délégations données par le Conseil d'Administration de la Caisse Régionale : les crédits sont en effet mis en place par la Caisse Régionale, sur ses ressources et sous sa responsabilité. Une Caisse Locale ne peut ainsi accorder des prêts dont les conditions en termes de montant, de taux ou de risque, grèveraient les capacités de la Caisse Régionale, et donc de l'ensemble des Caisse Locales qui

lui sont affiliées, au seul motif que l'emprunt est domicilié dans sa circonscription. Il appartient en conséquence à la Caisse Régionale d'assumer la responsabilité, et donc le pouvoir de définir les conditions d'octroi des prêts. En qualité d'établissement prêteur, c'est elle qui supporte les risques juridiques et financiers liés au crédit.

Il convient enfin de rappeler que si, en théorie, les Caisses Locales peuvent recevoir des dépôts de fonds, elles sont légalement tenues de les déposer intégralement à la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées. Aussi l'ensemble de l'activité bancaire à proprement parler est localisé dans la Caisse Régionale.

### 3.6.3 Les relations financières

Les Caisses Locales sont soumises à l'obligation statutaire de déposer leurs fonds propres au niveau de la Caisse Régionale :

- soit au moyen de la souscription de titres de capital émis par la Caisse Régionale (parts sociales CCI, CCA),
- soit par la souscription de NEU-MTN subordonnés émis par la Caisse régionale,
- soit par l'alimentation d'un compte courant bloqué ouvert à la Caisse Régionale,
- soit par le versement de ces sommes sur un compte courant ouvert au nom de la Caisse Locale dans les livres de la Caisse Régionale.

### 3.6.4 Les relations de solidarité

#### *Entre les Caisses Locales*

Aucune disposition légale, réglementaire ou contractuelle, n'organise un mécanisme de solidarité entre elles. Les Caisses Locales sont, en effet, des sociétés juridiquement autonomes les unes des autres. La responsabilité de leur passif repose donc exclusivement sur les sociétaires, dont les engagements sont statutairement limités au montant de leurs apports en capital social.

#### *De la Caisse Régionale vis-à-vis des Caisses Locales qui lui sont affiliées*

Depuis 1984, sur le fondement du décret du 24/07/1984 d'application de la loi bancaire (aujourd'hui codifié à l'article R.511-3 du Code monétaire et financier), chaque Caisse régionale est agréée collectivement avec les Caisses locales qui lui sont affiliées en qualité d'établissement de crédit.

En effet, l'article R.511-3 visé ci-dessus dispose en particulier que, pour les réseaux mutualistes et coopératifs, "la Banque centrale européenne peut, sur proposition de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et après avis de l'organe central, délivrer un agrément collectif à une caisse régionale ou fédérale pour elle-même et pour les caisses locales qui lui sont affiliées ou qui sont affiliées comme elle à une même fédération régionale, lorsque la liquidité et la solvabilité des caisses locales sont garanties du fait de cette affiliation."

En conséquence, du point de vue de la solidarité, la situation des Caisses locales découle du lien d'affiliation qui les unit à la Caisse régionale et qui fonde la garantie de liquidité et de solvabilité en vertu de laquelle un agrément collectif leur est délivré.

La Caisse régionale veille au bon fonctionnement des Caisses locales par le biais de l'émission d'instructions et de l'exercice de ses pouvoirs de tutelle énumérés ci-dessous à propos des relations de contrôle.

Il convient de souligner que les sociétaires des Caisse Locales constituent en même temps les propres clients de la Caisse régionale. De ce fait, cette dernière consacre une vigilance toute particulière au maintien de la pérennité des Caisse locales qui lui sont affiliées, ce qui peut la conduire à leur apporter son soutien, notamment sur le plan financier, en leur versant si nécessaire des subventions de fonctionnement.

#### *De Crédit Agricole S.A. vis-à-vis de la Caisse Régionale et des Caisse Locales qui lui sont affiliées*

En application des dispositions de l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier, Crédit Agricole S.A. est garant de la liquidité et de la solvabilité de chacun des établissements de crédit qui lui sont affiliés (parmi lesquels figurent la Caisse Régionale et les Caisse Locales qui lui sont affiliées) comme de l'ensemble du réseau. Toutefois cette garantie de liquidité et de solvabilité ne constitue pas une garantie émise par Crédit Agricole S.A. au bénéfice des porteurs de parts sociales.

#### **3.6.5 Les relations de contrôle**

Les Caisse locales sont agréées collectivement avec la Caisse régionale en qualité d'établissement de crédit. Elles constituent des établissements de crédit affiliées de manière permanente à un organisme central au sens de l'article 10 CRR. En conséquence, elles font l'objet d'une surveillance prudentielle sur base consolidée au niveau de la Caisse régionale.

Le statut des Caisse Locales contient, quant à lui, un certain nombre de dispositions permettant à la Caisse Régionale l'exercice d'un contrôle effectif sur les Caisse Locales. Ces dispositions prévoient :

- l'obligation faite aux Caisse locales de se prêter à tous contrôles et vérifications opérés par le Commissaire aux Comptes de la Caisse Régionale,
- l'obligation pour les Caisse locales de déposer les fonds disponibles à la Caisse Régionale,
- l'agrément par la Caisse régionale du Président, du ou des Vice-Présidents de la Caisse Locale,
- la transmission à la Caisse régionale, pour approbation, du bilan, du compte de résultat, et du projet de répartition des excédents annuels, un mois au moins avant la tenue de l'assemblée générale.

L'ensemble de ces prérogatives permet à la Caisse régionale :

- d'exercer un contrôle effectif sur la gestion des Caisse locales qui lui sont affiliées,
- d'assurer la continuité du fonctionnement des Caisse locales en cas de vacance de leur Conseil d'Administration,
- de préserver la cohérence des décisions financières prises par chacune d'elles.

#### **3.7 Renseignements juridiques relatifs à chaque entité locale émettrice**

Se reporter à la fiche relative aux Caisse Locales, publiée sur le site Internet de la Caisse Régionale : [www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr) et déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Les Caisses locales émettant des parts sociales sont répertoriées dans le tableau ci-après : au 01/01/2019

CAISSE	ADRESSE SIEGE SOCIAL	CP	VILLE
AIXE SUR VIENNE	71 AVENUE DU PRESIDENT WILSON	87700	AIXE SUR VIENNE
AMBAZAC	19 AVENUE DE LA LIBERATION	87240	AMBAZAC
AIGURANDE MARCHE BERRICHONNE	22 PLACE DE LA PROMENADE	36140	AIGURANDE
ARDENTES	30 AVENUE DE VERDUN	36120	ARDENTES
ARGENTON SUR CREUSE	9 PLACE DE LA REPUBLIQUE	36200	ARGENTON SUR CREUSE
BELABRE	10 AVENUE JEAN JAURES	36370	BELABRE
BELLAC	6 BIS RUE GAMBETTA	87300	BELLAC
BUZANCAIS	5 AVENUE DU GENERAL LECLERC	36500	BUZANCAIS
CHATEAUROUX	70 AVENUE PIERRE DE COUBERTIN	36000	CHATEAUROUX
BESSINES SUR GARTEMPE	4 RUE PEYRICHON BEY	87250	BESSINES SUR GARTEMPE
CHALUS	PLACE CARDAILHAC	87230	CHALUS
CHATEAUNEUF LA FORET	2 AVENUE D'ARSONVAL	87130	CHATEAUNEUF LA FORET
CHATEAUPONSAC	8 RUE JEANNE D'ARC	87290	CHATEAUPONSAC
EYMOUTIERS	3 BLD DE LA LIBERATION	87120	EYMOUTIERS
CHATILLON	31 BD DU GAL LECLERC	36700	CHATILLON
LAURIERE	PLACE DU 8 MAI 1945	87370	LAURIERE
ECUEILLE	6 RUE ALBERT JAHAN	36240	ECUEILLE
EGUZON	2 BIS RUE CAMILLE TOUSSAINT	36270	EGUZON
ISSOUDUN	1 BD ROOSEVELT	36100	ISSOUDUN
LIMOGES BABYLONE	105 RUE DE BABYLONE	87000	LIMOGES
LIMOGES LIBERATION	50 AVENUE DE LA LIBERATION	87000	LIMOGES
LIMOGES VANTEAUX	29 BOULEVARD DE VANTEAUX	87044	LIMOGES CEDEX
MAGNAC LAVAL	2 RUE CAMILLE GRELLIER	87190	MAGNAC-LAVAL
MEZIERES SUR ISSOIRE	28 PLACE DE LA REPUBLIQUE	87330	MEZIERES S/ISSOIRE
NANTIAT	12 AVENUE DE LA GARE	87140	NANTIAT
LA CHATRE	156 RUE NATIONALE	36400	LA CHATRE
NEXON	1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	87800	NEXON
NIEUL	13 PLACE EMILE FOUSSAT	87510	NIEUL
ORADOUR SUR VAYRES	13 RUE DU GAL DE GAULLE	87150	ORADOUR S/VAYRES
LE BLANC	15 RUE DE LA REPUBLIQUE	36300	LE BLANC
LE DORAT	11 GRAND RUE	87210	LE DORAT
LEVROUX	18 PLACE DE LA REPUBLIQUE	36110	LEVROUX
PIERRE BUFFIERE	2 AVENUE DE TOULOUSE	87260	PIERRE BUFFIERE
ROCHECHOUART	4 PLACE DES HALLES	87600	ROCHECHOUART
MEZIERES EN BRENNE	7 PLACE DU GENERAL DE GAULLE	36290	MEZIERES EN BRENNE
ST GERMAIN LES BELLES	3 AVENUE DE LA GARE	87380	ST GERMAIN LES BELLES
ST JUNIEN	2 BIS AVENUE SADI CARNOT	87200	SAINT JUNIEN
ST LAURENT SUR GORRE	1 AVENUE DU 8 MAI 1945	87310	ST LAURENT SUR GORRE
ST LEONARD DE NOBLAT	10 PLACE CHAMP DE MARS	87400	ST LEONARD DE NOBLAT
NEUVY	21 RUE EMILE FORICHON	36230	NEUVY ST SEPULCHRE

CAISSE	ADRESSE SIEGE SOCIAL	CP	VILLE
ST MATHIEU	7 PLACE DE L' EGLISE	87440	ST MATHIEU
ST AOUT	23 RUE DE L' EGLISE	36120	SAINT AOUT
ST BENOIT DU SAULT	RUE GEORGES RATIER	36170	ST BENOIT DU SAULT
ST SULPICE LES FEUILLES	5 RUE JEAN JAURES	87160	ST SULPICE LES FEUILLES
ST CHRISTOPHE EN BAZELLE	1 RUE DU PONT	36210	CHABRIS
ST GAULTIER	37 PLACE DU CHAMP DE FOIRE	36800	SAINT-GAULTIER
STE SEVERE	2 RUE DES GARDES	36160	STE SEVERE SUR INDRE
TOURNON ST MARTIN	38 RUE DE LA MAIRIE	36220	TOURNON ST MARTIN
VALENCAY	6 RUE DE L'AUDITOIRE	36600	VALENCAY
VATAN	25 AVENUE DE LA LIBERATION	36150	VATAN
ST YRIEIX LA PERCHE	8 BL DE HOTEL DE VILLE	87500	ST YRIEIX LA PERCHE

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS  
À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL  
DE CENTRE OUEST**

## RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE OUEST

Se reporter aux différents rapports mis en ligne sur le site Internet de la Caisse Régionale et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

### 1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

#### **ERNST & YOUNG ET AUTRES**

Tour First – TSA 14444 – 92037 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Membre de la compagnie régionale de VERSAILLES

Représentée par M. Luc Valverde

Mandat donné par l'Assemblée Générale du 23/03/2017 pour la période s'écoulant jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

#### **KPMG SA**

Tour Eqho – 2, Avenue Gambetta – CS 60055 – 92066 PARIS LA DEFENSE CEDEX

Membre de la compagnie régionale de VERSAILLES

Représentée par M. Christophe Coquelin

Mandat donné par l'Assemblée Générale du 28/03/2013 pour la période s'écoulant jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

### 2. CHIFFRES CLÉS DE LA CAISSE RÉGIONALE

#### *Comptes consolidés*

#### BILAN (en milliers d'euros)

	30/06/2018	31/12/2017	31/12/2016	Évol. 17/16 %
Total bilan	7 662 675	7 425 522	6 848 043	8,4 %
Fonds propres	1 257 309	1 101 089	1 052 695	4,6 %
Capital souscrit	80 152	69 854	70 995	(1,6) %
Ratio de solvabilité	20,01 %	16,20 %	19,34 %	(3,14) points

#### COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers d'euros)

	30/06/2018	30/06/2017	Evol.18/17 %	31/12/2017	31/12/2016	Évol.17/16%
Produit net bancaire	95 931	105 604	(8,7) %	192 419	193 833	(0,7) %
Résultat brut d'exploitation	34 457	46 260	(25,5) %	76 654	79 486	(3,6) %
Coefficient d'exploitation	35,9 %	43,8%	(7,9) points	39,8 %	41,0 %	(1,2) point

	30/06/2018	30/06/2017	Evol.18/17 %	31/12/2017	31/12/2016	Évol.17/16%
Résultat courant avant impôt	27 733	50 177	-55,3 %	47 266	70 362	(32,8) %
Impôts sur les bénéfices	(5 224)	(12 337)	(57,7) %	(12 832)	(21 548)	(40,4) %
Résultat net	22 509	37 840	(40,5) %	34 434	48 814	(29,5) %

### **3. FACTEURS DE RISQUE**

Se référer aux pages 24 à 32 du Rapport Financier 2017 de la Caisse régionale figurant sur le site Internet de la Caisse Régionale : [www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr).

### **4. COMPOSITION DES ORGANES D'ADMINISTRATION DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE AU 31/12/2018**

Fonction	Prénom - Nom	Renouvellement du mandat lors de l'AG de	Statuant sur les comptes de l'exercice clos le
PRESIDENT	Bruno TARDIEU	2021	2020
VICE-PRESIDENTS	Jean-François TISSIER	2020	2019
	Christine MARQUIS	2021	2020
Membres du bureau	Benoît PIGE	2021	2020
	Rémi MEZEGUER	2020	2019
	Cécile LAGRANGE	2021	2020
	Gilles DE BONCOURT	2019	2018
	Françoise BONNIN	2019	2018
	Emmanuel RABAUD	2020	2019
ADMINISTRATEURS	Claude TANCHOUX	2018	2017
	Eric DUTRAIT	2019	2018
	Colette MAUREL	2019	2018
	Elisabeth BEAUDROUET	2019	2018
	Bernard LAUSERIE	2020	2019
	Alain GAIMON	2018	2017
	Denis COUTURIER	2020	2019

#### Le Directeur Général

M. Frédéric BARAUT

### **5. CONFLITS D'INTERET**

À la date du présent prospectus, il n'existe aucun conflit d'intérêt au niveau des membres du Conseil d'administration et de la Direction Générale de la Caisse Régionale.

Concernant les informations relatives aux parties liées, se reporter au rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées mis en ligne sur le site Internet de la Caisse Régionale : [www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr)

## **6. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE LA CAISSE RÉGIONALE**

Se reporter aux comptes consolidés, aux rapports des Commissaires aux comptes, au Rapport Financier 2017 mis en ligne sur le site Internet de la Caisse Régionale: [www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr)

## **7. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Se reporter au rapport des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées figurant dans le Rapport Financier 2017 mis en ligne sur le site internet de la Caisse Régionale : [www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr)

## **8. RELATIONS FINANCIÈRES, DE SOLIDARITÉ ET DE CONTRÔLE AVEC LE GROUPE CREDIT AGRICOLE**

Se reporter au chapitre 6 du Document de Référence de Crédit Agricole S.A. et ses actualisations publiés sur le site Internet de l'AMF : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) et sur le site Internet de Crédit Agricole S.A. : [www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr).

## **9. PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGES SIGNIFICATIVES EN COURS**

À la connaissance de la Caisse Régionale de Centre Ouest, il n'existe, à la date du présent prospectus, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage susceptible d'avoir, ou ayant eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse Régionale et du groupe Crédit Agricole au cours des 12 derniers mois.

## **10. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE**

Se reporter page 23 du Rapport Financier 2017 de la Caisse Régionale publiés sur son site Internet : [www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr)

## **11. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC**

**Document disponibles au siège social de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Centre Ouest :**

- une copie des statuts de la Caisse Régionale,

**Document disponibles sur le site Internet de la Caisse régionale : [www.ca-centreouest.fr](http://www.ca-centreouest.fr) :**

- les rapports financiers 2016 et 2017 de la Caisse Régionale,
- les comptes consolidés et les comptes sociaux des deux derniers exercices clos les 31/12/2016 et 31/12/2017,
- les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30/06/2018,
- les rapports des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés clos les 31/12/2016 et 31/12/2017,
- les rapport généraux des Commissaires aux compte sur les compte sociaux clos les 31/12/2016 et 31/12/2017,
- le rapport d'examen limité des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2018,
- le document regroupant les fiches relatives aux Caisses Locales.

## TROISIÈME PARTIE

### RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE ET AU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Se reporter au document de référence relatif à Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 22 mars 2018 sous le numéro D.18-0164 et à ses actualisations déposées les 4 avril 2018 sous le numéro D.18-0164-A01, le 17 mai 2018 sous le numéro D.18-0164-A02, le 10 août 2018 sous le numéro D.18-0164-A03 et le 9 novembre 2018 sous le numéro D.18-0164-A04, lesquels sont disponibles sur le site Internet de Crédit Agricole S.A.: [www.credit-agricole-sa.fr](http://www.credit-agricole-sa.fr).

#### PRÉSENTATION DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Le Crédit Agricole est un groupe uni et décentralisé, dont la structure pyramidale est fondée sur un socle mutualiste.

Le Crédit Agricole s'est constitué au fil de son histoire, comme un réseau décentralisé de sociétés coopératives de crédit, locales et régionales, dont l'unité et la cohérence sont assurées :

- c. sur le plan politique, par la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association regroupant l'ensemble des Caisse Régionales et,
- d. sur le plan prudentiel, de la liquidité et de la solvabilité, du contrôle des risques, par Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central du groupe.

Au terme de cette évolution historique, le réseau du Crédit Agricole est organisé autour d'une structure, établie sur la base des trois degrés décrits ci-après :

- d. **Les Caisse Locales**, coopératives de premier niveau, qui constituent le socle de l'organisation du Crédit Agricole et regroupent les sociétaires sur la base d'un critère géographique, ont notamment pour mission de représenter les sociétaires dans les organes sociaux de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées ;
- e. **Les Caisse Régionales**, coopératives de deuxième niveau, agréées en qualité d'établissements de crédit, sont les entités qui exercent l'activité bancaire et détiennent les agences. Leur capital est détenu par les Caisse Locales affiliées et par la Société SACAM Mutualisation à hauteur d'environ 25% (qui lui confère une voix en assemblée générale). Les Caisse Régionales ont créé, en 1947, la Fédération Nationale du Crédit Agricole, association sans but lucratif, qui constitue une instance de représentation, d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisse Régionales ;

La Société SACAM Mutualisation est une Société en Nom Collectif intégralement capitalisée par les Caisse régionales qui possèdent la totalité du capital et des droits de vote, elle détient 25 % des Caisse régionales.

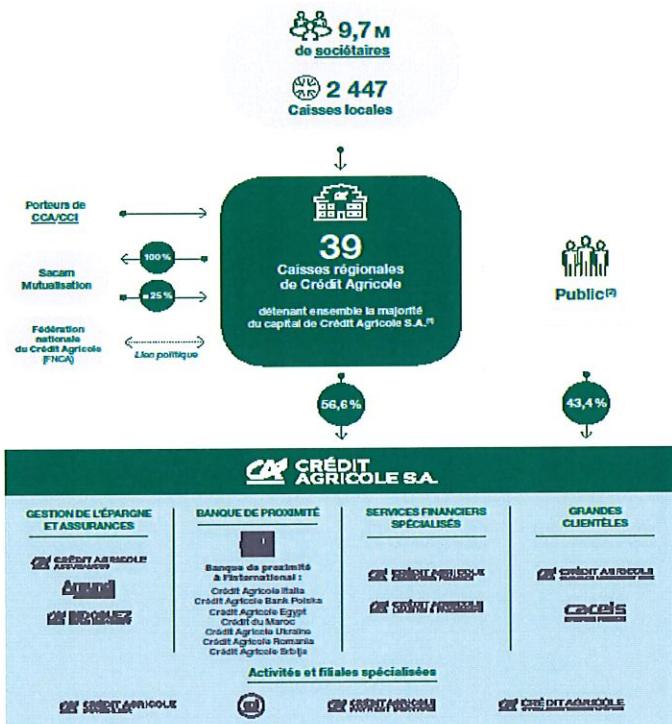
- f. **Crédit Agricole S.A.**, organe central du groupe. Véhicule coté, constitué sous forme de société anonyme par actions, son capital est détenu, à hauteur de 56,6 %, par les Caisse Régionales au travers de la SAS Rue La Boétie, le solde étant réparti entre investisseurs institutionnels et actionnaires individuels.

## Organigramme simplifié du Groupe Crédit Agricole au 31/12/2017

### PROFIL DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

#### »» Le Groupe Crédit Agricole (au 31 décembre 2017)

Le périmètre du groupe Crédit Agricole rassemble Crédit Agricole S.A., l'ensemble des Caisses régionales et des Caisses locales, ainsi que leurs filiales.



(\*) via SAS Rue de Brie. La Caisse régionale de la Corse, détenue à 90,0% par Crédit Agricole S.A., est actionnaire de Sacam Mutualisation.  
 (\*\*) Voir détail page 10 du présent document.

Retrouvez le définition des mots soulignés dans le Glossaire page 267

CRÉDIT AGRICOLE S.A. DOCUMENT DE RÉFÉRENCE 2017 5